



Chères et chers camarades,

Travailleurs, salariés, retraités et privés d'emploi, partout dans le monde en ce 1er mai, nous sommes mobilisés pour faire entendre nos exigences pour vivre dignement dans un monde sans guerre, dans un monde où le progrès social doit être une priorité pour toutes et tous.

Le 1er mai, journée internationale des travailleurs, pour la paix, la démocratie, la solidarité, est un temps fort de mobilisation et de manifestation dans le monde entier.

C'est une journée de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Le 1er mai est l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux, qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie, de progrès social et celles et ceux qui luttent contre la guerre.

Les mobilisations populaires ces dernières semaines en Algérie, au Soudan et à travers le monde démontrent le rejet par les peuples des régimes totalitaires, despotiques et corrompus et exigent le respect des droits de l'Homme et la mise en place de véritables démocraties.

Dans un contexte européen marqué par la remontée de courants d'extrême droite, où la France n'est pas épargnée comme en témoignent les mobilisations réactionnaires qui se développent, nos organisations restent déterminées à combattre les idées, les propos et les pratiques xénophobes, homophobes, sexistes, racistes et antirépublicaines.

En France, cette année, plus que jamais, il y a urgence à nous mobiliser massivement pour porter haut et fort nos revendications.

Les urgences sont nombreuses : sociales, écologiques, fiscales, démocratiques dans un contexte où le quotidien des travailleurs ne cesse de se dégrader.

Le 1er mai 2019 est placé sous le signe de la reconquête de nos acquis sociaux - déjà largement rognés et pourtant toujours dans le viseur du Président de la République du gouvernement et du patronat, et de la conquête de nouveaux droits pour les travailleurs, car c'est nous qui créons les richesses.

Emmanuel Macron et son gouvernement avaient annoncé des « mesures puissantes et fortes » après avoir gagné du temps, mené une campagne électorale aux frais de l'état avec le « grand débat national » et tenté d'épuiser la mobilisation sociale à laquelle ils ne veulent apporter aucune réponse : CONCLUSIONS DU GRAND DÉBAT : ON NE CHANGE RIEN.

Depuis des mois, les citoyens portent une puissante exigence de dignité et d'égalité avec des revendications précises : pouvoir d'achat, justice fiscale, augmentation du SMIC, des salaires et des pensions, de meilleurs services publics, la démocratie directe... le patronat et le gouvernement ne veulent rien entendre. au contraire Le Président de la République persiste et signe, il nourrit la désespérance. Il répond par il faut « travailler d'avantage », et par l'allongement de la durée du travail tout au long de la vie jusqu'à la retraite.

Ses annonces confirment la mise en place de mesures qui ne répondent pas aux exigences des différents mouvements sociaux qui secouent le pays ces derniers mois.

L'empressement à baliser, à cadénasser son grand débat débouche sur un contraste, un gouffre immense entre les conclusions et les attentes, les aspirations, les revendications.

Un mépris pour nos galères quotidiennes, alors que nous ne faisons qu'exiger un avenir meilleur.

Il exonère une nouvelle fois le patronat, les plus fortunés et ne met aucunement à contribution le capital pour répondre aux fractures sociales et territoriales.

Ces annonces cosmétiques « symboliques » ne changeront en rien à notre quotidien sur le long terme, elles sont loin de rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis des décennies. Les décisions concernant les services publics relèvent de la supercherie, toutes aussi nocives les unes après les autres. Ils veulent tout marchandiser ! les

hôpitaux, l'école, l'université, la culture.... Ils veulent en finir avec tous les services publics de proximité et de pleine compétence !

Enfin, les quelques mesures fiscales annoncées n'ouvrent en rien le débat qu'il faudrait engager en profondeur sur la fiscalité et évitent surtout de rétablir l'ISF, de mettre à contribution les détenteurs de capitaux, encore moins les actionnaires du CAC40.

Le summum de l'hypocrisie est atteint sur la question des retraites. Vouloir instaurer la retraite par points c'est, de fait, diminuer le niveau des pensions et obliger les travailleurs à partir après l'âge légal pour échapper à une décote.

Quant à « l'art d'être français » et à la teneur inquiétante des propos sur l'immigration et l'identité nationale, la CGT dénonce un discours nauséabond renouant avec une période très sombre de notre histoire. Ces propos ne peuvent que fractionner la société. La tenue du Grand débat a oscillé, entre frustrations, rancœurs et enfumage.

Il s'agit donc toujours de répondre en urgence aux enjeux économiques, sociaux et écologiques de la période.

Les conclusions génèrent à la fois colère, indignation et appellent nécessairement à des mobilisations pour modifier profondément les orientations politiques actuelles, ouvrir d'autres perspectives et réduire les inégalités sociales et territoriales de notre pays, que leurs décisions vont au contraire aggraver.

Les salariés, retraités, privés d'emploi, les travailleurs en général ne peuvent se contenter de ces annonces et devront se mobiliser pour gagner une autre répartition des richesses, seule solution pour entrevoir des horizons meilleurs.

Alors qu'il y a 100 ans après des décennies de luttes les travailleurs ont conquis la journée de 8 heures, Le Président de la République affirme que nous devons travailler davantage car nous sommes ceux dont la durée du temps de travail est la plus faible en Europe, Mensonge...

Travailler mieux, obtenir rémunération de son travail et de sa qualification, travailler moins pour accéder au repos et aux loisirs. Pour les ouvriers, c'est une victoire de taille.

**« Huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de repos »**

Semaine de 40 heures mais aussi congés payés en 1936, cinquième semaine de congés payés en 1982, réforme des 35 heures en 2002 : à chaque fois, l'argumentaire du patronat demeure le même, qui revient à prétendre à une menace sur l'économie et la compétitivité. L'Histoire a pourtant montré le contraire.

Pour la CGT, concilier vie professionnelle, vie privée et vie sociale est impératif. Cela doit se faire sans baisse de rémunération, ni au détriment de la protection sociale. Pour la CGT, le passage aux 32 heures serait une réponse pertinente afin de contrer la hausse du chômage, améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Stigmatisés comme ennemis de l'emploi, les salaires sont soumis à une cure d'austérité depuis trois décennies. Aux revendications salariales, ils répondent par des mesures sur le pouvoir d'achat pour ne pas poser les questions qui fâchent : l'augmentation des salaires, notamment du Smic, et la reconnaissance des qualifications.

La CGT l'affirme : « *Nous devenons un pays de bas salaires* », « *On peut travailler et ne pas se loger, ne pas manger à sa faim, c'est quelque chose d'inadmissible* »,

### **Macron exonère les entreprises et assèche la protection sociale**

Face aux gilets jaunes, la réponse d'Emmanuel Macron a été de détourner le débat sur la seule question du pouvoir d'achat et du revenu pour ne pas parler du salaire brut. Cette diversion lui a permis de répondre du même coup aux vieilles revendications patronales de réduction du cout du travail en amplifiant les réductions ou les exonérations de cotisations sociales ou en transférant les gains de pouvoir d'achat sur un crédit d'impôt.

Il ne s'est tourné vers les entreprises que pour leur offrir la possibilité de verser une prime exceptionnelle défiscalisée et exemptée de cotisations sociales.

Les réponses du Président de la République obéissent à une sorte de loi édictée par le patronat et les libéraux : les salaires seraient l'ennemi de l'emploi.

Augmenter les salaires, les pensions cela permettrait d'augmenter les recettes fiscales de l'État, tout comme les cotisations sociales salariales et patronales.

Il est toujours utile de rappeler que "Les impôts, c'est important": les impôts sont nécessaires pour "rénover les routes" ou "construire des écoles". "Il faut faire de l'éducation populaire" sur cette question. Emmanuel Macron a annoncé jeudi, son intention de réduire les impôts. "Le problème, ce n'est pas de réduire les impôts, c'est de gagner suffisamment d'argent pour payer les impôts". Et de même les cotisations sociales ne sont pas des charges mais notre richesse puisqu'elles sont l'expression d'un système extraordinaire de solidarité où chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

Nous manifestons ce 1<sup>er</sup> mai :

Parce que le gouvernement avec le soutien du Medef casse la protection sociale : retraite, assurance chômage, Sécurité sociale;

Parce qu'ils détruisent les services publics de l'éducation, de la santé, de la culture, de la justice ;

Parce qu'ils mettent en danger les libertés fondamentales, le droit de manifester ;

L'escalade de la violence, de la répression policière et gouvernementale sévit depuis des mois dans toute la France. Dans notre département nous avons assisté aux agressions, aux arrestations des lycéens, des manifestants salariés ou retraités en gilets rouges ou gilets jaunes, aux matraquages et gardes à vue des militants et dirigeants de l'Union Départementale CGT 13. Emmanuel Macron, le président des riches, alimente au quotidien le mépris et la haine en tentant d'opposer les jeunes aux retraités, les salariés aux privés d'emploi, les fonctionnaires aux salariés du privé... Dans le même état d'esprit, le député Mohamed Laqhila déverse toute sa haine de classe, en demandant la dissolution de l'UD CGT 13.

Aujourd'hui un nouveau cap vient d'être franchi, le Secrétaire Général de l'UD CGT 13 est convoqué au commissariat d'Aix en Provence, mardi 7 mai 2019 suite à un dépôt de plainte de ce même député.

Un rassemblement devant le commissariat d'Aix aura lieu le 7 mai 2019 à 9h, la CGT d'Arles y sera !

Nous manifestons ce 1<sup>er</sup> mai :

Parce que les libéraux au pouvoir font le jeu de l'extrême droite en interdisant de

manifester, en s'attaquant à la liberté d'informer, en ciblant les étrangers et leurs soutiens

Parce que la politique libérale entretient la désespérance sociale ;

Parce que tout le monde a le droit de vivre de son métier ;

Parce que tout le monde a droit à une protection sociale contre les risques de la vie;

Parce que tout le monde peut être concerné par la maternité, la paternité, la vie de famille, la maladie, la dépendance, la retraite;

Parce que toutes et tous, nous sommes concernés par l'égalité entre femmes et hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes, sur nos lieux de travail comme partout;

Parce que nous luttons contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et toutes les formes de discrimination;

Parce que nous voulons une société solidaire et de progrès ;

Parce que nous revendiquons le renforcement des services publics de proximité pour répondre aux besoins de la population sur tout le territoire;

Parce que nous revendiquons le droit à la protection sociale pour toutes et tous tout au long de la vie;

Parce que nous revendiquons un droit à la retraite de haut niveau pour toutes et tous ;

Parce que nous exigeons l'augmentation des salaires et des pensions pour vivre dignement;

Parce que nous revendiquons une juste répartition des richesses ;

Parce que nous voulons une Europe sociale;

Parce que nous luttons contre la haine;

Parce que nous voulons la paix...

Et retrouvons nous **le 9 mai à Marseille à 10H au Vieux Port, pour la défense des services publics accessibles partout et pour tous qui répondent aux besoins sociaux et qui contribuent au progrès social !**